

## **Intervention Daniel Senesael – Partie Climat, Environnement et Développement durable**

Monsieur le Président,

Mesdames et messieurs les ministres,

Chers collègues,

Le cinquième rapport du GIEC publié début novembre est une « pique de rappel ».

Les scientifiques y indiquent que si les émissions de gaz à effet de serre continuent à leur rythme actuel, l'augmentation des températures moyennes pourrait atteindre 4,8°C à horizon 2100.

“une augmentation de 4,8 degrés en 2100”. C'est évidemment très abstrait!

Mais pour des millions de gens, le réchauffement climatique n'a plus rien d'abstrait.

Pour des millions de gens, le réchauffement climatique n'est pas une projection scientifique mais bien une réalité quotidienne.

Perte de biodiversité, risque sanitaire, élévation du niveau des mers, sécheresse...

De nombreuses populations subissent dès aujourd'hui les effets des changements climatiques.

Chers Collègues,

D'une part, les conséquences du réchauffement climatiques sont une réalité observée.

D'autre part, les causes en sont connues.

L'activité humaine, notamment l'usage massif des énergies fossiles, est la cause principale du réchauffement climatique selon les scientifiques.

Le réchauffement climatique est causé par l'homme. C'est donc à l'humanité dans son ensemble de mettre en place les moyens pour l'endiguer.

Lors du sommet de Copenhague en 2009, les Etats se sont engagés à prendre des mesures pour éviter un réchauffement de plus de 2 °C.

Pourtant, depuis Copenhague, les grands sommets s'enchainent sans jamais être à la hauteur de ce défi.

Le sommet de Lima vient de s'achever et ne fait malheureusement pas exception. De nombreuses ONG ont d'ailleurs exprimé leur déception.

La prochaine étape sera la conférence de Paris qui se tient dans moins d'un an.

Le sommet sur le climat à Paris en décembre 2015 sera décisif pour obtenir un accord mondial ambitieux pour lutter contre le réchauffement climatique.

D'ici là, un important travail de négociation sera à l'œuvre pour rapprocher les positions.

La lutte contre le changement climatique concerne l'ensemble de la société. Malheureusement, les débats restent trop souvent confinés dans les cercles d'initiés.

Pourtant, il s'agit de définir notre avenir commun.

Je pense que ce débat doit sortir des cénacles diplomatiques et inclure toutes les composantes de la société.

Je souhaite que le parlement fédéral y soit pleinement associé via notamment la commission spéciale « Climat et développement durable ».

Chers Collègues,

L'Union européenne vient notamment de s'accorder sur un objectif de réduction de 40% des gaz à effet de serre d'ici 2030.

Réduire les émissions de gaz à effet de serre est un défi mais aussi une opportunité pour l'économie, l'innovation, et l'emploi.

De nombreux emplois peuvent être créés dans les secteurs verts.

Dans la dernière ligne droite vers le sommet de Paris, nous devons saisir ces opportunités.

Bien que les Régions soient principalement compétentes en matière d'environnement, le Fédéral dispose de nombreux leviers.

A cet égard, mon groupe regrette vivement la politique drastique de réduction du budget de la SCNB. Favoriser le train est pourtant indispensable pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre dans le transport.

On regrette également l'absence de mesures concrètes en matière de politique de produits et de réduction de l'utilisation des pesticides et des biocides.

Enfin, nous l'avons dit en commission, nous regrettons la diminution du 25% du budget alloué aux inspections visant au respect de la législation environnementale fédérale.

Chers Collègues,

A ce stade, nous constatons donc que ce gouvernement a peu de projets concrets en matière d'environnement.

Nous serons très vigilants dans les prochaines semaines en commission pour que notre pays soit à la hauteur de l'enjeu et respecte ses engagements internationaux.

Je vous remercie de votre attention.